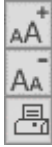


**LE RUFFÉCOIS MANIFESTE SON SOUTIEN À SON HÔPITAL  
350 personnes se sont mobilisées hier devant l'hôpital de Ruffec au lendemain  
de l'annonce de la fermeture estivale de la chirurgie en hospitalisation  
complète**



10.07.2009  
Michel REBIÈRE



**La directrice de l'Agence régionale de l'hospitalisation a été la principale cible  
des manifestants • photos Majid Bouzzit**

Reproduction interdite.

*La directrice de l'Agence régionale de l'hospitalisation [ARH] nous dit que deux anesthésistes ce n'est pas assez. Il y a peu, elle nous expliquait que trois c'était trop.»* Bernard Charbonneau, le maire de Ruffec et président du conseil d'administration de l'hôpital de la ville, a une nouvelle fois montré ses talents d'orateurs. Hier, à 17 heures, l'association Soutiens en urgence à la vie de l'hôpital et la CGT, l'unique syndicat des personnels, appelaient à manifester devant l'établissement.

*«Ce rassemblement était prévu de longue date, car le conseil d'administration qui se déroule ce soir devait discuter d'une réduction du service de chirurgie»,* explique Gaëtan Raynaud, porte-parole de l'association. *«Mais l'ARH est allé plus vite que nous le craignons.»*

Mardi soir, Marie-Sophie Desaulle, directrice de l'ARH, a décidé purement et simplement de suspendre l'activité chirurgicale s'accompagnant d'une hospitalisation (lire *CL* d'hier). Cette nouvelle a fait l'effet d'une claque ressentie à travers tout le Ruffécois.

*«Hier, tous les maires du Pays ruffécois ont reçu un mail pour les informer de la situation»*, indique Alain Etournaud, président de la communauté du Pays de Villefagnan.

Car de longue date, depuis la vaine défense de la maternité, la région a construit une tradition de mobilisation à chaque alerte pour son hôpital. Hier on retrouvait ses composantes habituelles: les élus, les personnels de l'hôpital et la population.

Cependant, la manifestation n'a rassemblé qu'environ 350 personnes. Le chiffre est honorable mais très en retrait des capacités de mobilisation habituelle autour de l'hôpital. *«Le problème c'est que les gens sont sur les moissonneuses-batteuses en ce moment»*, note James Justaud, ancien maire de Bessé.

L'heure de la manifestation, la date au début des vacances, l'association s'attendait à cette moindre mobilisation. Mais la combativité n'en reste pas moins vive.

### **«Déterminés à sauver notre chirurgie»**

Principale cible, Marie-Sophie Desaulle, dont les oreilles ont dû siffler, hier soir. *«Elle refuse la titularisation du docteur Sala. Un autre chirurgien est candidat pour venir de Bretagne, elle freine»*, s'insurge Gaëtan Raynaud. *«Elle organise le manque de chirurgiens pour fermer ensuite le service au prétexte qu'ils ne sont pas assez nombreux.»*

Bernard Charbonneau enfourche le même cheval de bataille. *«L'unique chirurgien titulaire, le docteur Charles Balla'ndi, a été victime d'une campagne diffamante organisée par l'ARH, avant d'être blanchi. Puis, on lui a proposé un pont d'or pour aller ailleurs. Ce qu'il a refusé. Tous les moyens sont bons pour arriver à leurs fins.»*

En l'occurrence, l'ARH indique que compte tenu de l'organisation du service chirurgie prévue à partir de la mi-juillet, la sécurité des patients n'est pas assurée.

*«C'est un mensonge»*, clame le maire de Ruffec. *«L'organisation du service est la même que les étés précédents et elle est conforme aux textes.»*

Sur cette base, une action en référé a été lancée auprès du tribunal administratif pour obtenir l'annulation de l'arrêté de l'ARH. Cette action en justice est signée par Bernard Charbonneau, Gaëtan Raynaud mais aussi par le docteur Adeinat, représentant la communauté médicale de l'établissement, le docteur Balla'ndi, chirurgien titulaire, les deux anesthésistes de l'établissement.

*«Nous allons gagner, cela ne fait aucun doute. L'arrêté va être cassé»*, assure Gaëtan Raynaud. *«Mais l'ARH aura instillé un doute en disant à la population: la sécurité n'est pas assurée à l'hôpital de Ruffec.»*

Les manifestants, au rang desquels se trouvaient Jérôme Lambert, député, et Nicole Bonnefoy, sénatrice, ont manifesté dans les rues de Ruffec. Ils se sont arrêtés sous les fenêtres de la pièce où se tenait le conseil d'administration. Joël Cantin, le nouveau directeur, a suspendu la séance pour recevoir une délégation composée d'élus et de représentants de la population.

*«Nous attendons la décision de justice»,* explique Bernard Charbonneau. *«Mais nous sommes tous déterminés à sauver notre chirurgie.»*